

l'article 63 du présent statut; le Sénateur, chargé d'office de la surveillance des affaires des mineurs, ainsi que de celles concernant les fonds et les propriétés du trésor et des établissemens publics; de même que le Secrétaire général du Sénat, seront tenus d'adresser chaque année au Président des rapports détaillés sur la conduite des Employés sous leurs ordres.

Le Président du Sénat, après avoir pris connaissance de ces rapports et avoir vérifié les faits, indiquera au Sénat les fonctionnaires réfractaires, incapables ou négligents; sur quoi le Sénat procédera contre les coupables suivant le degré de leur culpabilité.

En cas de suspension d'un Employé, il sera pourvu au choix de son remplaçant, qui recevra à titre d'émolumens les $\frac{3}{4}$ du traitement de celui qu'il remplace jusqu'à la destitution, ou la réhabilitation de ce dernier.